Un Conseil National difficile pour la direction de Québec solidaire

jeudi 17 septembre 2020, par FRAPPIER André, LEWIS Ginette, RIOUX Bernard (Date de rédaction antérieure : 15 septembre 2020).

Samedi le 12 septembre, Québec Solidaire a tenu en vidéoconférence son premier Conseil national depuis la crise de la Covid. Ce fut un succès de mobilisation i(près de 200 personnes participantes) ainsi qu'un succès technique pour une rencontre virtuelle qui a permis que se tiennent des discussions efficaces.

L'intervention peu critique de Québec solidaire face à la gestion Legault de la pandémie est remise en question

Manon Massé a fait un compte rendu des nombreuses actions des personnes députées et s'est félicitée du travail accompli. On se rappellera qu'elle avait écrit dans une lettre aux membres :« *Aujourd'hui, on est tous et toutes dans la même équipe. On a tous un rôle à jouer pour combattre le même terrible adversaire*. Lettre aux membres, 17 mars 2020]] Mais la discussion a refroidi un peu cet enthousiasme. Les militantes et militants ont trouvé que le ralliement rapide à l'action du premier ministre Legault a empêché que soit élaboré une véritable alternative de gauche à la gestion de la CAQ. Le positionnement de QS comme parti, qui a une vision globale et un projet alternatif à la gestion gouvernementale n'a pas été élaborée ce qui aurait permis de prendre la mesure de la gravité de la situation au niveau de la santé et au niveau de la crise environnementale planétaire.

L'argument de François Legault selon lequel il n'y avait pas d'autres voies possibles est faux et irrecevable. Le cafouillage sur l'utilité ou non des masques. Le refus de réquisitionner les entreprises pour produire les biens de protection pour les travailleuses et travailleuses de première ligne, le refus d'aller à marche forcé vers le caractère massif des tests… ne sont que des exemples qui esquissent ce qu'aurait été un plan alternatif. C'est l'absence de plan alternatif et de propositions sans doute justes mais faites dans des réunions privées auprès du premier Ministre ou des ministres par les député-e-s qui ont été au fondement de la disparation de Québec solidaire de la scène publique.

Pas étonnant que beaucoup de questions aient été posées par les militantes et militants sur les rares apparitions du parti. Et les réponses faisant reposer la faute sur les médias qui n'en ont que pour la CAQ n'a pas réussi à les convaincre du silence QS. Certaines intervenants auraient voulu des apparitions plus dénonciatrices des politiques néolibérales de Legault à l'instar de bien des partis de gauche ailleurs dans le monde. Une dénonciation du gouvernement Legault pour sa gestion catastrophique de la crise, une des pires dans le monde, aurait mérité d'être faite. Mais, elle ne pouvait être entendue que, si une orientation alternative centrée sur la protection et la reconnaissance de l'expertise des travailleuses et travailleuses sur le terrain, avait été élaborée et diffusée.

Un rapport sur la conjoncture qui débouche sur des orientations peu définies

Nika Deslauriers et Gabriel Nadeau-Dubois avaient comme tâche de nous présenter une analyse de la conjoncture. Ce qui a été d'abord souligné c'est l'importance du travail de consultation qui a été mené auprès des membres avec la tenue de 8 assemblées de cuisine virtuelles. Cette consultation a permis de brancher le parti sur ce qui se passe réellement et concrètement dans la société québécoise. De ces consultations, auraient ressorti 3 axes d'intervention nécessaires d'une campagne politique dans la période actuelle, soit « la transition écologique, la défense des services publics et la lutte contre toutes les formes d'inégalités et de discrimination. » La richesse des résultats des consultations, ne s'est malheureusement pas reflétée dans les propositions qui sont restées d'une généralité désarmante. Car l'essentiel de la proposition soumise en après-midi se résumait en ces quelques mots. Mais au-delà la consultation, lorsque les membres dans les associations ont été confrontés au caractère rachitique des propositions du CCN, ils-elles ont voulu apporter des contributions et c'est plus de 30 pages d'amendements que les membres ont soumis à la discussion du Conseil national. Il ne s'agit plus seulement d'être consulté mais de décider de l'orientation que devrait prendre le parti dans la prochaine période.

Une nouvelle campagne politique en la lieu et place d'ultimatum 20/20

La direction avait déjà annoncé la fin d'Ultimatum 2020 avant le Covid. La campagne tournant autour de trois revendications : -la sortie des énergies fossiles ;- la demande au gouvernement de présenter un plan de transition avant octobre 2020 ; -rapport d'expert pour juger du plan de transition proposé. Avec en cas de refus, un blocage parlementaire des travaux de l'Assemblée nationale.

Le bilan de cette campagne est resté mince de leur part. Ce bilan ne contient rien sur les liens avec les assos et les membres, rien sur l'unification des luttes locales et de la campagne nationale, rien sur le travail en partenariat avec le mouvement écologiste. Bref une campagne mise de côté sans raisons explicites, sans bilan concret discuté par les membres dans les instances démocratiques du parti (et pas seulement consulté) et voté. Et sans que soit précisé comment la lutte aux changements climatiques allait continuer à être portée concrètement par Québec solidaire.

En après-midi, trois propositions étaient soumises aux votes : une sur la nouvelle campagne politique et une autre sur le fonctionnement interne complétée par une autre portant sur la discrimination et le racisme. La direction change donc de cap et annonce une nouvelle campagne.

Il est proposé :

a) Que Québec solidaire relance son action politique en organisant une vaste campagne politique proposant une relance vers un pays solidaire, pour sortir de la crise sanitaire, économique et écologique actuelle ;

b) Que cette campagne oriente à la fois la mobilisation des membres et les interventions de la députation ;

c) Que cette campagne politique ait comme objectifs prioritaires de mobiliser la population autour des trois axes suivants :

i) la transition écologique,

ii) la défense des services publics et

iii) la lutte contre toutes les formes d'inégalités et de discrimination, en mettant en avant le

programme politique de Québec solidaire ;

d) Que cette campagne encourage la participation des militant.es solidaires aux luttes locales, régionales et nationales des différents mouvements sociaux, en collaboration avec les réseaux militants, tout en faisant la promotion de ses propres propositions politiques.

Là non plus la direction n'a pas fait l'unanimité et a dû dès le départ reconnaître que le grand nombre d'amendements des assos illustrait que la campagne proposée était trop floue. Et le fait de dire que le libellé voulait éviter le piège de propositions trop ciblées n'a pas rassuré les militants et militantes. D'autant plus que le comité de synthèse a proposé de référer toutes les propositions concernant la campagne au Comité de coordination national. Cette proposition faisait fi du travail considérable fait par les associations, les militantes et militants n'ont pas retenu cette proposition qui remettait en cause la possibilité de discussions démocratiques sur les contributions des associations. Elle a été heureusement rejetée. Et il a été possible d'aborder collectivement ces contributions.

Gabriel Nadeau Dubois a donc, dès la mise au jeu, invité les membres à voter des amendements rassembleurs pour unir le parti. Des membres de la Coordination ont clairement exprimé leur préférence pour l'amendement d'Anjou qui a été adopté.

1.c.8 Anjou-Louis-Riel Remplacer c) Que cette campagne politique ait comme objectifs prioritaires de mobiliser la population autour d'une série de propositions concrètes, immédiatement réalisables par le gouvernement du Québec. Ces propositions viseront à :

i) Lutter contre les changements climatiques et réduire les gaz à effet de serre en restreignant l'utilisation des combustibles fossiles dans les transports des personnes et de marchandises, en privilégiant les investissements dans les transports publics urbains et interurbains et en mettant fin au projet GNL Québec.

ii) défendre les services publics et y investir davantage

iii) lutter contre les inégalités et la discrimination, dont le racisme

La discussion a permis de préciser la volonté des membres d'avoir une campagne large mais avec des revendications concrètes adaptables à chaque région. C'est donc un amendement de la commission politique qui a complété le débat et rallié le vote.

1.c.10 Commission politique Remplacer c) Que cette campagne oriente à la fois la mobilisation des membres et les interventions. Ces repères au niveau des orientations de la campagne offrent des réponses aux exigences immédiates de la conjoncture, tout en s'inscrivant dans notre projet de société pour le Québec. Ils constituent des propositions de la députation autour de grandes revendications, notamment :

1. privilégier les investissements dans les énergies renouvelables et les transports publics urbains et interurbains incluant les transports adaptés :

a- en s'opposant au projet GNL Québec, ainsi qu'à la construction d'oléoducs, de ports méthaniers ou à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste ;

b- en lançant un vaste chantier public basé sur la nationalisation et l'expansion des énergies renouvelables ;

c-en nationalisant les transports collectifs interurbains, le RÉM (et son contrat) et en activant les

projets de construction de tramways et métro ;

d-en instaurant la gratuité immédiate des transports en commun ;

e-en favorisant la participation démocratique des communautés et des travailleurs/euses concerné.e.s à la gestion de ces transformations ;

f- développant une industrie publique de production de matériel roulant électrifié (autobus, tramways, trains, métros, rails, système de contrôle électroniques, etc…)

2. investir massivement dans les services publics notamment la santé, les services sociaux et l'éducation, par l'embauche de 250 000 personnes dans le secteur public et par la nationalisation les secteurs de transport collectif, des secteurs privés de santé et d'éducation ;

3. promouvoir une fiscalité progressive et une politique de soutien aux revenus, notamment en vue de soutenir le plan d'urgence de relance juste et verte

Une tentative de la direction de reconsidérer le vote en faveur de ces propositions, une heure après qu'elles aient été adoptées a été battue à forte majorité même si cela nécessitait les 2/3 pour suspendre les règles.

Les personnes racisées du parti ont fait pression pour prolonger la session d'une heure afin de voir leurs propositions concernant les deux autres propositions sur le fonctionnement interne et les luttes contre les discriminations et le racisme prises en compte. Il en a cependant résulté de garder le comité actuel sur le racisme au lieu de la proposition de créer un comité large pour étudier le racisme dans le parti.

Pour conclure, Manon Massé a axé son discours sur ce que nous a appris la crise de la Covid soit la solidarité, l'entraide et l'empathie alors de Gabriel Nadeau-Dubois a insisté sur la conjoncture politique et sur les actions à venir dont le dépôt d'une loi sur Pharma Québec à l'Assemblée nationale.

Et en divers

La question de rajouter la dimension pays à la proposition sur le titre la campagne politique a aussi fait l'objet de débats. Ces militant-e-s qui se disaient indépendantistes mais refusaient que ce terme soit mentionné dans le cadre d'une campagne politique sur l'après Covid. Cette sensibilité a été battue mais était loin d'être marginale. L'articulation de la lutte pour l'indépendance avec les autres dimensions du programme devra donc être approfondie.

Tenir compte des régions a aussi été une sensibilité reconnue. Plusieurs amendements demandant de tenir compte de la place des régions ont été votés et rajoutés au contenue des propositions.

Ce CN de QS a permis de montrer que même en période de crise sanitaire, il est possible par vidéoconférence de tenir des assemblées démocratiques. En ce sens, ce fut un succès réel pour les militants et militants de QS.

Ce Conseil National a réussi à mobiliser la base du parti dans une réunion virtuelle où les échanges demeurent plus difficiles, mais a démontré l'urgence d'approfondir notre fonctionnement démocratique.

André Frappier Militant impliqué dans la solidarité avec le peuple Chilien contre le coup d'état de 1973, son parcours syndical au STTP et à la FTQ durant 35 ans a été marqué par la nécessaire solidarité internationale. Il est impliqué dans la gauche québécoise et canadienne et milite au sein de Québec solidaire depuis sa création. Co-auteur du Printemps des carrés rouges pubié en 2013, il fait partie du comité de rédaction de Presse-toi à gauche et signe une chronique dans la revue Canadian Dimension.

Bernard Rioux Militant socialiste depuis le début des années 70, il a été impliqué dans le processus d'unification de la gauche politique. Il a participé à la fondation du Parti de la démocratie socialiste et à celle de l'Union des Forces progressistes. Militant de Québec solidaire, il participe au collectif de Gauche socialiste où il a été longtemps responsable de son site, lagauche.com (maintenant la gauche.ca). Il est un membre fondateur de Presse-toi à gauche.

Ginette Lewis

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Presse-toi À Gauche

https://www.pressegauche.org/Un-CN-difficile-pour-la-direction-44665